Écran total

Linky ? non merci !

Pourquoi et comment refuser les mouchards électroniques dans notre vie quotidienne



Octobre 2019

Les brochures du collectif

Écran total

De résistance à la gestion et l'informatisation de nos vies

Écran total est un collectif réunissant des personnes de divers horizons professionnels et géographiques. Confrontés à la rationalisation et à la numérisation du travail, à l'inflation des protocoles et des normes qu'exige la société industrielle, elles éprouvent un même sentiment de dépossession. N'acceptant plus qu'on leur vole la parole ni qu'on affadisse ainsi le sens et la finalité de leurs activités, elles ont décidé de témoigner et de résister ensemble.

Cette série de brochures à pour but de faire connaître la critique de l'informatisation et des résistances qu'elle suscite.

Pour nous rencontrer, écrire à :

Faut Pas Pucer, Le Batz,
81 140 St-Michel-de-Vax.

Editorial

Depuis le début de l'installation des nouveaux compteurs/capteurs électriques Linky, organisée en « tache de léopard » [1] sur le territoire dès 2015, bien des volontés individuelles et collectives de s'y opposer se lèvent un peu partout au fur et à mesure où ils s'implantent. Aujourd'hui, une résistance s'organise à partir des lieux de vie de chacun.

En effet, des collectifs sont créés partout en France [2], on assiste à des refus individuels du compteur quand celui-ci arrive dans sa commune, sa ville ou son quartier où de nombreux compteurs sont barricadés ou protégés. Près de 1 000 communes sont en opposition à leur déploiement [3] et des centaines d'articles de presse locaux font état de cette résistance [4].

Dans le même temps, entre 2018 et 2020, plusieurs milliers de plaignants [5] ont ou vont solliciter la justice contre une entreprise de service public, Enedis, à cause des manquements de celle-ci au droit de refuser ce compteur.

---

[1] Stratégie de déploiement « sur tout le territoire en même temps, mais pas de manière exhaustive », "Coup d'envoi à la production des compteurs Linky", *Les Échos*, 26 août 2014.

[2] Près de 1 000 collectifs recensés, communiqué "Linky vert anis, gilets jaunes et démocratie" du 3 décembre 2018, diffusé par les collectifs de la tribune nationale Stop Linky.

[3] 924 communes recensées au 6 octobre 2019 par Stéphane Lhomme, conseiller municipal de St Macaire.

[4] De nombreux articles sont relayés par les collectifs et beaucoup sont répertoriés sur le site de Stéphane Lhomme.

[5] L'article du *Progrès* "Pourquoi le combat des anti-Linky se durcit ?" du 22 août 2019 fait référence à plus de 10 000 plaignants soit « la plus grande action collective jamais lancée en France ».

Ce mouvement de refus a aussi produit ses propres outils d'expression et d'action : diffusion des démarches à suivre et de lettres types de refus, mise en commun des motivations du refus, comité d'accueil ou lettres aux poseurs (cf. **Lettre ouverte aux salariés d'Enedis**, p. 33), coordinations et actions locales voire régionales [6], mode d'emploi de protection et de démontage des compteurs (cf. **Mode d'emploi démontage**, p. 29), des centaines de réunions de voisinages et de réunions publiques d'information qui font salle comble, des milliers de mairies et communes saisies par leurs propres habitants, des élus et députés sollicités régulièrement (cf. **Lettre ouverte à Cédric Villani**, p. 49), des casernes de pompiers alertées suite à des incendies provoqués par le compteur Linky [7], des agences Enedis envahies par les collectifs avec des Gilets Jaunes dernièrement (cf. **Pique-nique dans les locaux d'Enedis**, p. 37)...

Malgré la multiplication des poses forcées, la mobilisation continue et des déposes de compteur sont obtenues à force d'obstination ou de rapport de force local favorable (cf. **Mon Linky ? Enedisparu !** p. 14 et la **Bande dessinée de Nardo,** p. 25).

Malgré le matraquage publicitaire réalisé à coup de millions d'euros autour du Linky pendant le Tour de France, notamment en 2018, et un soutien régulier dans la presse, les foyers français sont de plus en plus défavorables à l'installation des compteurs communicants [8].

---

[6] France 3 Auvergne Rhône Alpes, "Une chaîne humaine dans le Vercors contre les compteurs Linky", 5 mai 2018.

[7] Recensement des alertes aux pompier du Rhône effectuée par deux collectifs Stop Linky du 69 (Info Linky Sud Ouest Lyonnais et le collectif Saône Beaujolais compteurs libres) en novembre 2018 sur la base du dossier de presse de la commune de Bovel répertoriant de nombreux incendies. Cas d'incendie récent à Béthune : article de l'*Avenir de l'Artois* "Les sapeurs-pompiers se déplacent pour un incendie de compteur Linky" du 10 septembre 2019. Ou encore dans l'Ain : article du *Progrès Ain* "Son compteur électrique s'enflamme en pleine nuit, elle attaque Enedis" du 28 septembre 2019.

[8] Sondage pour *Capital*, "Compteurs Linky : plus des deux tiers des français veulent pouvoir le refuser", 28 mars 2019 ; Baromètre annuel Energie-Info du médiateur national de l'énergie,

La mobilisation de terrain des collectifs a permis de démonter le discours mensonger d'Enedis cautionné par l'État et a fait émerger la légitimité du refus de ces capteurs de données.

On constate ainsi une brèche ouverte dans ce projet, fleuron de la « croissance verte » ou de la « transition écologique » et qui s'avère avoir toutes les caractéristiques d'un énième Grand Projet Inutile [9] : il est coûteux, imposé, nocif pour l'environnement (coût écologique du stockage des données, réduction de la durée de vie des compteurs…) et inutile pour les usagers [10].

Il est **Un seuil à ne pas franchir** (cf. p. 6) et c'est pourquoi Ecran Total, engagé à travers ses membres au sein de certains collectifs de résistance, partage dans cette brochure des expériences, des témoignages concrets et son analyse sur Linky et son monde déshumanisant.

Nous portons la réflexion sur le terrain de la prise de contrôle de nos vies par la gestion informatique qui se généralise jusqu'à nos domiciles à travers les compteurs communicants et les objets connectés. L'installation du Linky marque une étape supplémentaire de ce processus qui, une fois franchie, rendra impossible de contrer et de s'extraire d'un monde machine capitaliste exigeant toujours plus de productivité et de profit.

Les conséquences des infrastructures électriques pensées pour la ville de demain déterminent dès maintenant notre mode de vie et posent les jalons de la traçabilité humaine. Le texte **Dans les filets de Linky** (p. 42) montre comment, d'un sujet présenté comme uniquement technique et confié aux

---

"Des compteurs communicants davantage connus, mais dont l'image se dégrade" publié le 13 novembre 2018.

[9] Analyse exposée par le Collectif Info Linky Sud Ouest Lyonnais lors de sa réunion publique en septembre 2017 à Oullins.

[10] Le compteur Linky profite plus à Enedis qu'aux usagers, ce qui a été démontré dans le Rapport public annuel de la Cour des Comptes publié en février 2018, ch. 4.

seuls experts, nous sommes passés à une résistance populaire qui, en s'opposant, s'approprie la question de l'énergie et des risques associés.

D'ici 2021, date officielle de fin de déploiement des compteurs, la lutte gagnerait à s'intensifier. En effet, notre capacité à éviter cette transformation sociale imposée sera fonction du nombre de refus, de sabotages, de contestations pour garder les anciens compteurs.

Et après ?

La lutte Linky ne se réduit pas à la lutte contre les compteurs communicants : de nombreux collectifs font déjà le lien entre la 5G qui est la prochaine génération de réseaux de téléphonie mobile et l'explosion du nombre des objets connectés associés aux compteurs communicants notamment (cf. **Innover pour aggraver la crise sociale et écologique**, p. 52).

Non seulement les effets sanitaires de la pollution électromagnétique vont s'accroître [11] (une antenne 5G tous les 100 mètres [12]), mais les possibilités d'atteinte à la vie privée seront décuplées : par exemple, le partenariat Amazon/Edf s'étendra jusqu'au Linky par la commande vocale des appareils électroménagers et domotiques. C'est le logiciel de commande vocale « Alexa » développé par Amazon pour ses « enceintes connectées » qui sera utilisé. Autrement dit, les données issues de l'utilisation du Linky seront confiées à Amazon [13]. Peu rassurant quand on connaît la capacité d'intrusion dans la vie privée de ce logiciel [14].

Pour que la commande à distance des appareils électroménagers puisse se faire, une deuxième étape se prépare,

---

[11] 237 scientifiques de 41 pays différents ont signé un *Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur terre et dans l'espace*, voir <www.5gspaceappeal.org>.

[12] Article de l'association Robin des Toits, "Objets connectés, la 5G jouerait-elle dans la propreté ?" qui aborde les premiers impacts du paysage notamment à Grenoble (disparition d'une rangée d'arbre faisant obstacle à l'émission des antennes 5G).

[13] Plaquette EdF, *La preuve par 9*, cahier 7/Nos clients, septembre 2018, p. 7.

[14] *Marianne*, "Surprise ! Amazon écoute vos conversations via l'enceinte Alexa", 11 avril 2019.

consistant à rajouter un émetteur radio Linky (ERL) sous le capot des compteurs.

Actuellement en cours d'expérimentation, il permettra de connecter à terme : le chauffe-eau, les nombreux appareils électroménagers, le système de chauffage, les panneaux solaires, mais aussi le plus gros objet connecté à venir, la bagnole électrique dite « autonome » etc.

Ce sera donc le début de la facturation des pleins en énergie électrique à domicile. On comprend mieux aujourd'hui le changement de nom de la taxe des produits pétroliers (TIPP) en taxe sur la consommation des produits énergétiques (TICPE) qui a eu lieu dès 2011 : ainsi, l'électricité rechargeant la bagnole électrique sera taxée par l'État comme l'est l'essence aujourd'hui. De quoi nourrir les revendications à l'origine du mouvement des Gilets Jaunes en matière de transport et de politique énergétique.

Les compteurs capteurs Linky permettant de développer la connexion de tous les objets de notre quotidien participent donc au projet fou et totalisant de la *smart city*, la « ville intelligente ». Son carburant reposera sur le tout électrique et la circulation massive de données rétribuées à prix d'or dans un marché capitaliste renouvelé. Loin de la sobriété énergétique, la *smart city* creusera encore plus notre dépendance à l'industrie électronucléaire en créant sans cesse de nouveaux besoins commerciaux et sécuritaires.

Enfin, cet avenir funeste promet un maximum de précarité énergétique car nous connaîtrons une augmentation du prix de l'électricité pour avantager les entreprises privées de ce secteur (+7% entre juin et août 2019), et de l'autre la possibilité introduite par la gestion Linky d'imposer à terme une tarification à l'heure près et sortir du prix unique [15]. Ainsi,

---

[15] Rapport public annuel de la Cour des Comptes, février 2018, ch. 4 "Les compteurs communicants Linky : tirer pour les consommateurs tous les bénéfices d'un investissement coûteux", p. 267.

pendant les heures de pointe, se chauffer se paiera au prix fort. Dans un contexte où une partie de la population a du mal à boucler ses fins de mois, le dispositif Linky permettra au fournisseur de couper à distance l'électricité chez nous en cas d'impayé.

Il y a donc de multiples raisons de ne pas se soumettre au diktat du tout numérique. Les différents textes de cette brochure sont autant d'arguments pour s'y opposer et d'outils pour agir concrètement.

Le collectif Ecran Total,
le 6 octobre 2019.



Le fantasme de la maîtrise totale
par l'évaluation numérique
et l'interconnexion généralisée.

Linky, un seuil à ne pas franchir

1. Écran Total et Linky

Le collectif Ecran Total est né du besoin de formuler une critique conséquente de la gestion de nos vies à travers la technologie numérique et l'outil informatique. Cette critique s'est voulue dès le départ non pas hors-sol, mais partant de nos expériences concrètes. Priorité a donc été donnée aux récits de celles et ceux qui souhaitaient s'exprimer sur leur vécu. Ces témoignages relatent la dégradation induite dans les métiers, dans les institutions usant de l'informatique comme interface, mais aussi dans notre quotidien.

Au travail, la violence manifeste contenue dans la gestion par l'outil informatique s'exprime de manière évidente à travers son installation partout sur les lieux de travail et dans les services publics. Mais son emprise est très loin de se cantonner à ce secteur. En effet, l'informatique a la particularité de rendre de plus en plus floue la frontière entre travail et vie personnelle.

L'informatisation c'est le contrôle du vivant à travers le puçage, les fichiers, l'accumulation des données sur des *data centers* et plateformes ; c'est la soumission des gens à une logique de rationalité poussée à l'extrême, mais c'est aussi la difficulté à s'organiser en dehors de cet outil, l'atomisation du lien social, la perte de nos libertés et le pistage de nos habitudes et réseaux de vie.

2. De quoi Linky est-t-il le nom ?

Linky, c'est quoi au juste ?

Linky, c'est un compteur d'électricité dit « intelligent », installé d'abord à titre expérimental à Lyon et dans la région de Tours en 2009. Sa généralisation a été actée par la loi « relative à la transition énergétique pour la croissance verte », promulguée le 17 août 2015. L'objectif affiché par le gouvernement serait de réduire le gaspillage d'énergie en ayant une meilleure connaissance de la consommation de chaque ménage. Cependant, invoquer la réduction du gaspillage lorsqu'on sait que les compteurs communicants sont moins résistants que les compteurs actuels (60 ans de vie contre 15 ans pour un linky) et plus gourmands en énergie (trois fois plus de consommation), relève soit de la naïveté des décideurs soit de leur cynisme... Certes, ils ne se trompent pas en ce qui concerne la croissance, car le fait de jeter 35 millions d'anciens compteurs encore opérationnels et de fabriquer et installer les nouveaux va certainement permettre de relancer l'économie. Il est accablant de constater qu'à ce jour encore les gouvernements poursuivent une telle logique de croissance en croyant l'associer sans mal au souci de l'écologie (la « croissance verte » étant un bel oxymore). Le cas des compteurs linky est un bon exemple du mensonge qui se cache derrière leur discours soi-disant écologiste.

L'État français a donc mandaté Enedis pour remplacer l'ensemble des compteurs actuels par des Linky avant 2021. Cet « ultimatum » se répercute en bout de chaîne sur les sous-traitants et leurs poseurs, dont certains n'hésitent pas à user de violences et d'intimidations, comme le démontrent les multiples incidents lors de poses de compteurs relayés par la presse locale.

La particularité de Linky est de pouvoir relever pratiquement en temps réel et de manière assez précise les consommations mais surtout les habitudes liées à la consommation d'électricité (fréquence et horaires d'utilisation, type d'appareil ménager utilisé, etc.). La transmission des données se fait par CPL (Courant Porteur en Ligne) [1] jusqu'au Linky qui le transmet à un concentrateur qui, à son tour, le renvoie à Enedis.

L'opposition s'est principalement focalisée sur les dangers liés aux émissions d'ondes, sur le flicage induit par la collecte de données, sur l'aspect financier et coûteux. Notre collectif souhaite élargir ces critiques qui, bien que légitimes et nécessaires, nous paraissent insuffisantes.

Car Linky va faire exploser une frontière jusque-là relativement étanche. Avec cet outil, c'est l'État et le monde marchand qui pénètrent dans notre domicile, dernier refuge face à ce que nous dénonçons. Cette intrusion administrative au cœur de notre espace d'intimité va accroître le contrôle sur nos vies et servira un pouvoir centralisé très orwellien de gestion et d'administration des flux d'énergie. Dans le même temps, chacun de nos faits et gestes seront tracés et marchandisés à notre insu, sous la forme de données.

Linky, un receleur de données gigantesque

Avec Linky, c'est un continent inconnu et jusqu'alors inexploité qui s'apprête à être exploré de fond en comble pour en extraire les montagnes de richesses qu'il recèle. Cet Eldorado qui fait saliver les conquistadors de l'industrie de l'énergie et de la puce, c'est celui des données liées à nos consommations d'électricité.

Si le marché existe depuis longtemps (captation des données à travers la navigation sur Internet, les téléphones portables, les cartes de paiement, les innombrables fichiers à usage

[1] Le Courant Porteur en Ligne utilise le réseau électrique existant comme réseau informatique. La transmission d'information existe donc de fait.

gestionnaire ou répressif, etc.) il va se démultiplier grâce à Linky et autres compteurs communicants.

Ces données, véritables trésors des temps modernes stockés dans des centres de données (*data center),* seront vendues aux industriels qui les utiliseront pour affiner l'offre, la modeler en scannant nos habitudes.

L'autre prix à payer de cette mise en données totale est écologique : ces pétaoctets de données mobilisent énormément d'électricité et nécessitent d'être stockées et traitées dans des centres de données qui prennent la forme d'immenses entrepôts qu'il faut refroidir en permanence. Sans même parler de l'étape de fabrication de ces nouvelles technologies qui concentre près de 80% des impacts environnementaux, les seuls *data center* dépensent plus de 8% de la consommation électrique nationale.

Quel rapport avec l'informatisation ?

Linky va permettre de vendre un nouveau type d'objets qui ne peuvent exister sans lui : les objets connectés.

On peut s'amuser longtemps en déclinant à l'infini le nombre d'objets du quotidien qui seront un jour interconnectés entre eux grâce au centralisateur de données qu'est Linky : frigos gérant les listes de courses, assiettes détectant le nombre de calories du repas, stylos calculant le pourcentage d'encre disponible, etc.

Évidemment, Linky permettra l'avènement de la *smart city*, la « ville intelligente ». Celle-ci organisera la gestion optimale de tous les flux possibles et imaginables (piétons, voitures, énergie, eau, SDF, etc.) dans un monde ou l'aléa sera devenu une inconnue intolérable.

Linky, c'est donc la possibilité de mise sous tutelle informatique d'à peu près tout ce qui ne l'est pas encore dans nos gestes quotidiens.

Bien entendu, les données récoltées par Enedis pour l'État donneront à ce dernier la capacité de « maîtriser » selon son bon vouloir les pénuries énergétiques de demain. La gestion ne sera pas seulement à l'échelle des villes mais sur tout le territoire. Elle sera plus que jamais centralisée, administrée d'en haut sans la moindre remise en cause de l'utilité sociale des consommations. Linky permettra de piloter les pics de consommation de plus en plus fréquents, et ce, à mesure que seront développées les bagnoles électriques connectées.

Le mouchardage de Linky ira aussi nourrir le contrôle social pour vérifier la composition déclarée des logements par exemple et les fichiers policiers (en cas d'enquête, il sera facile de vérifier la véracité des déclarations d'une personne concernant sa présence dans tel endroit à tel moment).

En somme, les objets de comptage communicants, quelle que soit la matière comptabilisée (électricité, eau, gaz, etc.), accéléreront le processus d'informatisation de la société, la conduisant vers un seuil difficilement réversible dans la gestion, la répression et le commerce de l'ensemble de nos habitudes quotidiennes, et dont l'aspect sera de plus en plus globalisant et totalitaire.

3. Combattre la logique gestionnaire et son outil informatique : une nécessité

Linky, un seuil dans l'informatisation

L'informatique est une machine froide dont la logique est de faire entrer partout le calcul et la gestion technicienne. Tout ce qui en est recraché y perd une dimension, s'aplatit pour ne plus être que données. Partout où l'informatique s'immisce, les rapports sociaux rapetissent. Ce n'est pas pour rien que cette numérisation du monde par la généralisation de

la programmation informatique s'accompagne d'une destruction du code du travail, de la protection sociale et de l'explosion des inégalités.

L'informatique est née du développement récent du système capitaliste et permet à ce dernier de poursuivre sa logique destructrice : elle n'est en rien apparue dans le but de servir des valeurs humaines mais des valeurs purement techniciennes qui se rapportent toutes à la recherche d'efficacité. Sa diffusion partout dans le monde bouleverse nos milieux et impose sa logique jusque dans nos rapports sociaux. Ainsi le Linky va nous faire adopter un comportement de gestionnaire par rapport à notre propre quotidien (après l'avoir intégré au travail et dans nos temps de loisirs) : suivre la courbe de notre consommation d'électricité, programmer nos machines domestiques pour diminuer notre facture, etc.

De plus, l'informatique a rendu possible la mondialisation telle que nous la connaissons, en permettant aux entreprises de délocaliser aisément leurs activités ou en remplaçant les travailleurs par des machines (automatisation, utilisation de l'intelligence artificielle). Cette substitution du travail par du capital a généré de nouveaux profits pour les entreprises. Mais comme le souligne David Noble (historien spécialiste du progrès technologique), elle visait surtout à se mettre à l'abri de la contestation sociale en se débarrassant d'un grand nombre de travailleurs et en isolant dans diverses spécialités les travailleurs restants. Plus la gestion informatique gagne du terrain, plus le rapport de force dans l'entreprise penche en faveur de la direction qui acquiert davantage de contrôle sur la production et sur le travail de ses salariés [2].

Cette logique s'appliquera pour les milliers d'employés d'Enedis qui relèvent les compteurs électriques si nous ne résistons pas. Et la logique capitaliste nous montre depuis des

---

[2] Voir son livre à rebours des idées reçues : David Noble, *Le progrès sans le peuple, ce que les nouvelles technologies font au travail*, éd. Agone, 2016.

années qu'aucun domaine ne doit y échapper, à l'image de la désastreuse dématérialisation des services publics, ou de la montée en puissance de l'e-médecine.

Après avoir transformé en algorithmes les métiers d'éleveurs, d'agriculteurs, de fonctionnaires et bien d'autres, dans un délai sans précédent [3], la logique informaticienne s'apprête, avec Linky, à incorporer dans ses données un pan gigantesque de nos vies, une activité partagée par pratiquement tout le monde : celle d'habitants, de résidents, d'utilisateurs d'un domicile ou d'un lieu de vie. Tous ces gestes quotidiens deviennent une marchandise que l'on doit rationaliser, pour mieux guider nos comportements.

L'accélération de l'emprise numérique constitue un véritable choix de société qui nous est imposé, sans que l'on puisse une seule seconde en débattre, comme s'il allait naturellement de soi. Au contraire, nous pensons à Écran Total, que la nécessité de repenser notre rapport au monde n'a jamais été aussi vital pour se libérer du numérique et de son monde machine afin de préserver notre libre arbitre.

Solidarité avec les résistances

Les actes de résistance à l'intrusion de Linky se sont multipliés depuis le déploiement de ce dernier en novembre 2015.

Certains barricadent leurs compteurs pour empêcher leur retrait, d'autres s'organisent par quartiers pour surveiller la venue des poseurs et s'interposer physiquement. De nombreuses associations et collectifs se sont montés depuis 2015. Plusieurs centaines de communes ont pris des délibérations contre l'installation de compteurs Linky sur leur territoire [4]. Des actions judiciaires ont été menées également.

---

[3] D'ici 20 ans, 40% des emplois seront automatisables en France selon une évaluation prospective du cabinet McKinsey publiée en 2017. Cf. "L'automatisation pourrait toucher 40% des emplois en France", *Le Monde* du 9 mai 2017.

[4] Liste des communes actualisée ici : <refus.linky.gazpar.free.fr>.

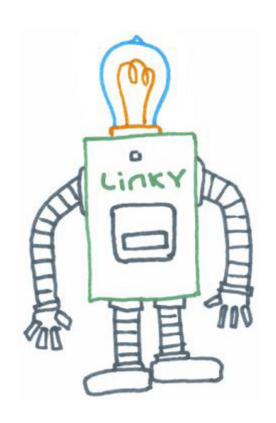
Face à cela le rouleau compresseur conduit par le binôme État/Enedis répond par la menace et la judiciarisation.

Refuser Linky, c'est refuser l'accélération du processus d'informatisation et son lot de misère, de régression sociale et humaine.

Refuser Linky c'est entrevoir qu'aucun rapport humain véritable ne sera jamais construit par écran interposé conditionné par une machine, d'où que l'on se place (au travail, comme à la maison ou dans un lieu public).

Ces actes de résistance sont importants et Écran Total soutient la lutte, individuelle et collective, menée aujourd'hui par des habitants contre la pose des Linky. De notre côté, nous continuerons la lutte par le refus des compteurs chez nous, par la diffusion de réflexions critiques à l'égard des compteurs communicants et plus largement encore afin d'alerter ceux qui nous entourent. Il nous semble indispensable également de soutenir concrètement ceux qui s'opposent au Linky en tissant des liens de solidarité, en apportant des connaissances pratiques (témoignages, expériences et savoir-faire).

Le collectif Écran total



Mon linky ? Enedisparu !

Témoignage de Julien Martin, de Pont-de-Clais près de Grenoble, sur son opposition au Linky.

De mémoire, la première fois que j'entends prononcer le nom de Linky, c'est en 2009. En mars de cette année, on nous apprend qu'ERdF expérimente à Lyon et dans la région de Tours un tout nouveau compteur électrique qui sera très intelligent puisqu'il relèvera à distance les consommations d'électricité. Le service communication a bien travaillé : sa couleur vert pomme et son petit nom, Linky (*lien* en anglais) doivent le rendre sympathique, mais je tique.

A cette époque, comme beaucoup d'autres, je râle, perçois que la société ne prend pas la bonne direction, mais de manière encore confuse. Il me semble alors que des décisions un peu différentes prises par des dirigeants plus « gentils », proches des préoccupations des gens, suffiraient. Je perçois le côté intrusif et dangereux pour les libertés publiques, mais ne comprends pas que toute expérimentation d'une technique par l'État et les industriels équivaut à sa généralisation dans les dix années suivantes. Bref, je me dis « pas de ça chez moi » puis passe à autre chose avec le flot continu d'informations.

Dans les années suivantes, je perds peu à peu ma naïveté politique au fil de mes lectures, rencontres et activités de contestation de projets industriels dans ma région. Désormais, je perçois petit à petit la dangerosité, l'absurdité et l'aberration du système dans lequel nous évoluons – le capitalisme – et de ses conséquences : l'inévitable prolifération de la technique

(notamment par le biais de l'informatique), de la gestion, de la surveillance et de la marchandisation du monde cogéré par l'État et les industriels.

Dans le même temps, l'État met les bouchées doubles pour rendre inéluctable la généralisation du Linky à tout le pays. En 2011, la conformité du projet Linky est validée. Les années suivantes, une pseudo-concertation avec tous les acteurs du secteur intéressés à cette manne est organisée. Industriels de l'énergie, équipementiers, fournisseurs d'électricité, collectivités locales sont là, et ce sont les associations de consommateurs qui remplissent le rôle de caution démocratique à ce simulacre. Une fois ce gigantesque gâteau partagé, il ne reste plus qu'à graver tout cela dans le marbre législatif. C'est chose faite avec la loi dite « de transition énergétique pour la croissance verte » votée en août 2015.

Dans l'avalanche de projets contestables et nuisibles qui émergent quotidiennement, je passe à côté de cette loi. Mais d'autres commencent à s'agiter dans la région grenobloise. Il faut dire que l'un des sites fabriquant le compteur se trouve dans la banlieue de Grenoble, à Fontaine.

Tout s'enchaîne rapidement et le premier décembre 2015 les édiles de la commune d'Echirolles sont fiers d'inaugurer la pose du premier compteur intelligent de l'agglomération. Il n'est pas anodin de constater que ce sont les communes les plus pauvres qui sont les premières ciblées, les élus pensant certainement que l'acceptabilité et l'indifférence y sont plus fortes. Ce n'est pas le cas.

Je me rends à une réunion d'un nouveau collectif anti-Linky mais en reviens un peu déçu que la question de la dangerosité des ondes soit quasi-exclusivement l'enjeu de contestation. Je décide malgré tout de mettre mon énergie dans ce combat qui va m'occuper depuis et m'amener à des actions osées. Une rencontre avec un habitant de ma commune, lui aussi très remonté contre ce compteur, va me conforter dans mes

choix. Nous sommes bien différents : il axe sa critique sur la question des ondes, alors que je porte davantage la mienne sur un refus global de ce vers quoi Linky nous mène, la *start-up nation* et sa *smart city*. Nous allons former un drôle d'attelage qui va s'agiter sur Pont-de-Claix, notre commune.

Concernant mon compteur, je commence classiquement par le barder d'autocollants, puis par envoyer une lettre signifiant à ERdF mon refus de cet appareil. En réponse, je reçois une lettre type sensée me rassurer sur la question des ondes, que je n'évoquais pas dans ma lettre, ainsi qu'un message téléphonique : « nous avons pris en compte votre demande ». Avec mon acolyte, nous savons que nous sommes dans une course de vitesse et que nous devons diffuser rapidement une contre-information démontant la com' d'ERdF. Nous décidons de diffuser des tracts et faisons signer des pétitions. Je constate la sous-information sur le sujet, mais aussi la réception assez positive de nos arguments. Le compteur est perçu comme intrusif et dangereux pour la santé. Nous organisons alors un rassemblement devant la mairie. Pont-de-Claix, ville industrielle et la plus pauvre de l'agglomération, est peu habituée aux manifestations, hormis aux défilés syndicaux refusant la délocalisation de l'usine chimique Seveso qui continue ainsi à polluer les sols de la ville. Le 24 février 2016,nous sommes une grosse cinquantaine à nous masser avec nos banderoles devant la mairie : notre pari est réussi.

Le 7 mars suivant, photo de mon compteur plein d'autocollants à l'appui, j'envoie une nouvelle lettre à ERdF, cette fois plus explicite. La réponse est assez drôle. L'industriel semble ne pas comprendre que je continue, « malgré les différentes informations qui m'ont été adressées » à ne pas vouloir « bénéficier » du nouveau compteur Linky. Je passe ainsi de la case « habitant inquiet à rassurer » à celle de « récalcitrant obscurantiste sans espoir de conversion ».

Le 9 mars, nous sommes une dizaine à être reçus par le maire Christophe Ferrari. Détail d'importance, ce dernier est

aussi président de la Métropole, collectivité propriétaire légale des compteurs. Le maire est un pur produit de la technocratie grenobloise, animal à sang froid qui a un peu de mal à cacher son mépris pour ceux qui ne comprennent rien au Progrès. Il souhaite avant tout étouffer l'incendie naissant mais lorsqu'une mère de famille lui explique qu'un compteur a été posé à quelques centimètres du lit de son fils, il n'a d'autre réponse que : « moi on me l'a installé, j'en suis très content ». Nous en sommes ravis pour lui mais ses arguments nous paraissent insuffisants et sa tendance à monopoliser la parole nous agace. A peine concède-t-il que nous avons le droit de nous opposer au Linky. Il pense certainement nous avaler tout cru, mais ne fait que renforcer notre détermination.

Un journaliste du journal *Le Postillon* (journal d'enquête corrosif de la cuvette grenobloise qui nous soutiendra en écrivant un bel article, et une bande dessinée, voir ci-dessous) est présent lors de la réunion. Quant au maire, on retrouve sa trace 15 jours plus tard à Taiwan où il parade lors d'un sommet sur la Smart City. Or, on le sait, le compteur Linky est un instrument clé au service de la « ville intelligente ».

Avec mon acolyte, nous en concluons que le maire Christophe Ferrari risque bien de rester sourd à nos demandes de délibération contre Linky et envisageons de nous adresser au président de la Métro… Ferrari Christophe. Heureux hasard, ce dernier est présent à la mairie de Pont-de-Claix, le 2 avril 2016. Nous avons fait les choses en grand, et je mouille la chemise en sillonnant les rues de la ville pour distribuer consciencieusement 6 000 tracts dans les boîtes aux lettres des 11 000 habitants de la ville, malgré le barrage des interphones. Le jour J, nous nous retrouvons à plus de 150. Aux opposants de la première heure se joignent des militants de Grenoble. A la fin du rassemblement, nous décidons de fédérer la contestation en créant Grenoble anti-Linky, un collectif de tous les opposants de la Métropole. De mon côté, début avril, voyant les poseurs se rapprocher de mon

domicile, je mets un cadenas devant la porte de mon compteur. Il ne faut pas plus de quinze jours à mon bailleur HLM pour dégainer une lettre menaçante. Je rencontre un responsable, mais rien n'y fait, selon eux, ce cadenas empêche l'accessibilité et je dois l'enlever.

Le 30 avril 2016, après une grosse campagne d'affichage, *Grenoble anti-Linky* organise en plein centre-ville de Grenoble un rassemblement visant à informer la population. Nous participons aussi à quelques réunions publiques. Les huiles de la communication envoyées au front depuis Paris ont bien du mal à convaincre des habitants remontés. C'est plutôt bon signe. Hélas, je vais constater au fil du temps que beaucoup attendent de leurs élus, ou de nous, opposants structurés, qu'ils agissent à leur place, ne franchissant pas le stade de la colère et du légalisme. Le déploiement se rapproche dangereusement de chez moi. N'attendant pas grand-chose des élus, je ne suis pas déçu et il faut donc agir sans eux. Un jour, des barres métalliques viennent orner et protéger mon compteur. Cette fois, aucun courrier de mon bailleur. Le compteur est parfaitement visible, accessible, il n'y a donc rien à redire.

J'alterne défense personnelle de mon compteur et lutte collective. Le 8 juin 2016, prenant prétexte de mon refus personnel – ignoré par ERdF –, nous nous rendons à son siège, mais le service sécurité nous empêche d'aller plus loin. En évidence trône une gigantesque pub promettant qu'Enedis (nouveau nom de l'industriel) est à l'écoute des clients, ce qui n'est manifestement pas le cas. La lutte est alors forte, des communes toujours plus nombreuses prennent des délibérations anti-Linky et les élus sont inquiets de la colère des gens. Nous assistons à une réunion à la Métro de Grenoble qui vise à donner à ses élus les bons arguments pour rassurer leur population. Lors de la présentation, on nous cite en exemple Jacques Ellul qui aurait sûrement adoré Linky… Puis un médecin radiologue affirme que l'électro-

sensibilité est une idiopathie, maladie non reconnue par la science… Nous apprendrons par la suite que la dame participe à unthink tank scientiste radical et se déplace chaque fois qu'il est question de Linky et d'ondes. Certes, ce n'est pas pour moi la préoccupation essentielle, mais de là à nier le problème ! Un membre d'une SCOP vient aussi évoquer la « gamification », qui consiste à faire adhérer la population en rendant le sujet ludique.

Fin novembre 2016. Ça y est… mon quartier est pris d'assaut par les poseurs. Je ne m'inquiète pas, mon compteur est bien protégé. Ma surprise est de taille lorsque je découvre qu'un Linky a été posé par une dérivation. L'ancien compteur est toujours là, il n'a pu être enlevé mais a été débranché. Je suis vert de rage, ne l'accepte pas. J'en parle autour de moi et le2 février 2017, le Linky est démonté par des trolls et des lutins, l'ancien compteur est rebranché, avec de nouvelles protections plus solides. Le lendemain, un conseil métropolitain a lieu en présence des élus des communes de l'agglomération. Nous sommes une bonne trentaine à nous infiltrer dans la salle.

Dès l'ouverture de séance, nous prenons la parole pendant dix minutes, distribuons des tracts. Le Linky est remis à son propriétaire, un Christophe Ferrari éberlué et assez énervé. Cette opération est un beau succès et nous la médiatisons autant que possible. Je deviens celui dont le Linky a été débranché. Nous espérons faire tâche d'huile. Un manuel de démontage de compteur est diffusé un peu partout en France, et nous fabriquons un roman-photo relatant les aventures de mon compteur. Le succès n'a été possible que grâce à une force collective et à la médiatisation. Enedis craignant, plus que tout, la mauvaise publicité, je n'entends plus parler d'eux pendant dix mois.

Pendant ce temps, la lutte continue, le collectif monte une association pour assurer des actions en justice. Je m'éloigne un peu pour des raisons personnelles et des divergences

politiques. C'est Enedis qui me rappelle à la lutte. Son courrier daté du 5 décembre 2017 m'apprend qu'un agent assermenté a constaté le 15 mars 2016 qu' « un compteur électromécanique inconnu des services d'Enedis, a été mis en place en dessous ». Ce compteur est là depuis au moins vingt ans pourtant. S'ensuivent des menaces de poursuites pour installations dangereuses, non conformes, ainsi qu'un potentiel vol d'énergie. La somme de 794 euros m'est réclamée pour le déplacement de l'agent assermenté.

Je ne me laisse pas intimider, contacte Enedis et alterne chaud et froid, montrant à la fois ma détermination, mais acceptant un rendez-vous devant le compteur. J'y convie plusieurs témoins. Ma demande qu' Enedis s'engage par lettre à ce qu'aucune nouvelle tentative de pose de Linky ne soit effectuée, est refusée. De même je m'évertue à sauver mon vieux compteur, mais pour la machinerie administrative, il n'existe plus. Et pourtant, il tourne. Mais j'obtiens le plus important : Enedis cède et s'engage à ce qu'un compteur deuxième génération soit posé à la place du Linky. C'est une victoire. Les barres de protection sont enlevées, à regret. Le 21 mars 2018, le technicien Enedis n'en revient pas : il est accueilli par une quarantaine de personnes réunies autour d'un apéro avec banderole géante et tracts. Plusieurs médias sont convoqués. Le journal de France 3 fait un reportage. *Le Dauphiné Libéré*, relais habituel des puissants délivre un article élogieux au titre incroyable : « Linky, il a fait plier Enedis ». Enfin, un huissier est là qui constate qu'il n'y a pas vol d'énergie puisque l'ancien compteur tourne.

Depuis, j'ai engagé un avocat, mais Enedis ne se manifeste plus, oubliant ses menaces. Ils semblent désireux de m'oublier après la mauvaise publicité qui leur a été faite. Pour ma part, je n'imaginais certainement pas être au cœur d'une telle histoire. Les événements se sont succédés presque naturellement. Cela n'a été possible que parce que j'étais soutenu par un collectif, et déterminé à ne pas céder. Dans

cette lutte, comme toujours, la résistance collective est déterminante. La bataille est légitime et les moyens variés, qu'ils soient légaux ou non. C'est la leçon que j'en ai tiré. J'ai pu regretter parfois le penchant « citoyenniste » de certains pour qui le respect de la loi prime sur toute autre considération. C'est un leurre de croire cela. De même que j'ai pu regretter la prédominance dans cette contestation de sujets mineurs comme l'éventuelle dangerosité des ondes. Je pense que Linky plus qu'un compteur électrique est d'abord un maillon supplémentaire dans notre asservissement à une société du contrôle toujours plus informatisée, gestionnaire, intrusive et marchande. C'est celle du meilleur des mondes qui ne peut plus accepter l'aléa et la décision humaine.

Il est important de faire connaître les petites résistances et les victoires contre la méga-machine, contre la résignation, c'est pourquoi j'ai accepté que mon cas soit médiatisé pour donner envie à d'autres de le reproduire. Ce qui m'est arrivé est juste un enchaînement d'événements logiques, cela peut être reproduit partout dans cette lutte et dans d'autres, grâce à la force collective et à un refus ferme, rien de plus.

Malheureusement, depuis, la justice s'est prononcée bien souvent en faveur de l'État face aux communes récalcitrantes. De même, Gérard Yon, un habitant de l'Ariège qui avait, avec l'accord des habitants, participé au barricadage de quatre compteurs, s'est vu condamné à 2300 euros d'amende. Pour autant, la résistance continue.

Linky participe pleinement de la société que nous contestons à Ecran total, une société qui s'achemine tranquillement vers une dictature technicienne, un monde d'algorithme, un monde du calcul binaire, une société d'où la moindre aspérité est chassée. Bref, un monde d'objets connectés et de gens déconnectés.

Julien Martin

Courrier d'Enedis à Julien Martin

Le 5 décembre 2017, 10 mois après le démontage de son compteur Linky, Julien Martin reçoit un courrier d'Enedis que nous reproduisons ci-dessous. Dans celui-ci, le fournisseur d'électricité multiplie les menaces les plus aberrantes. En voici quelques perles.

Déjà, Julien Martin apprend avec *9 mois de retard* qu'un agent assermenté est passé en date du 15 mars effectuer des constatations. Il semble que ce jour-là, l'agent était un peu fatigué. Ainsi il note qu'un « compteur électromécanique inconnu des services d'Enedis a été mis en place en dessous ».

Apparemment l'agent en question n'a pas pris la peine de relever le numéro de série du compteur. C'est dommage car, alors il aurait constaté que le compteur « inconnu des services » en question était celui qui tournait *au moins depuis 20 ans*, soit l'arrivée de Julien Martin dans ce lieu.

Ensuite il est mentionné que le client doit « veiller à l'intégrité des ouvrages de son branchement, y compris du comptage afin de prévenir tout dommage accidentel ». Pas sûr que le poseur du sous-traitant de Enedis ait lu cet article lorsqu'il s'amusa à effectuer une dérivation pour brancher un Linky, tout en laissant l'ancien compteur débranché. En revanche, les trolls et lutins, eux, ont remis les choses en ordre, exactement comme avant.

Plus loin, Julien Martin est accusé de vol d'énergie et « qu'aucun dispositif de comptage n'est utilisé pour comptabiliser votre consommation ». Là encore, la sciatique de l'agent l'a sûrement empêché de constater que le disque tournait bien. Et Enedis a oublié de contacter Enercoop,

fournisseur de Julien Martin, qui se seraient fait un plaisir de montrer les factures de ce « voleur ».

Pour ce joli travail de l'agent assermenté, il est demandé 794,33 euros. A ce jour, après l'article du *Dauphiné*, soit 18 mois plus tard, Enedis n'a plus osé réclamer cette somme.

Grenoble, le 5 décembre 2017.

Objet : Atteinte aux ouvrages

Monsieur […],

Le 20 juin nous vous avons adressé un courrier dans lequel un certain nombre de faits étaient relatés par rapport à votre installation Électrique et à nos appareils de comptage situés en gaine technique à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Je vous rappelle les faits constatés par notre agent assermenté le 15/03/2017 :

« Le compteur électrique modèle Linky, alimentant le logement 1er étage gauche montée […], a été démonté. En lieu et place, une plaque a été soudée et fixée au mur avec des pattes métalliques et des boulons qui on été meulés pour les rendre indémontables. Un compteur électromécanique inconnu des services Enedis a été mis e place en dessous. »

Dans cette affaire, je vous renvoie au paragraphe 2-3 des dispositions générales relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau public de Distribution Basse Tension pour les clients professionnels et résidentiels en contrat unique. Dans ce paragraphe sont stipulées les obligations du Client dans le cadre de l'accès et de l'utilisation du réseau public de distribution de l'éléctricité. Pus spécifiquement à l'alinéa 4 qui dit que le Client doit : « veiller à l'intégrité des ouvrages de branchement y compris du comptage afin de prévenir tout dommage accidentel. »

Je vous rappelle que les interventions sur les installations électriques d'Enedis par des personnes extérieures à l'entreprise peuvent mettre en péril la sécurité des personnes et des biens et engager directement votre responsabilité. Par ailleurs, elle peuvent être qualifiées de délit de vol d'énergie conformément à l'article 311-2 du code pénal.

A ce jour aucun dispositif de comptage n'est utilisé pour comptabiliser votre consommation et nous devons régulariser votre situation. Aussi pour trouver une solution qui n'a que trop duré, je vous propose que nos équipes interviennent et remettent en conformité, et surtout en sécurité, nos installations.

Au vu des modifications qui ont été apporté cela nécessite des moyens dont le coût vous sera facturé ainsi que les frais de notre agent assermenté s'élevant à 794,33 euros.

Faute de réponse de votre part sous huitaine, je me verrais dans l'obligation de saisir la juridiction compétente en la matière et porter le dossier devant la justice.

Benoit Vignat
Directeur Délégué Client Enedis Alpes



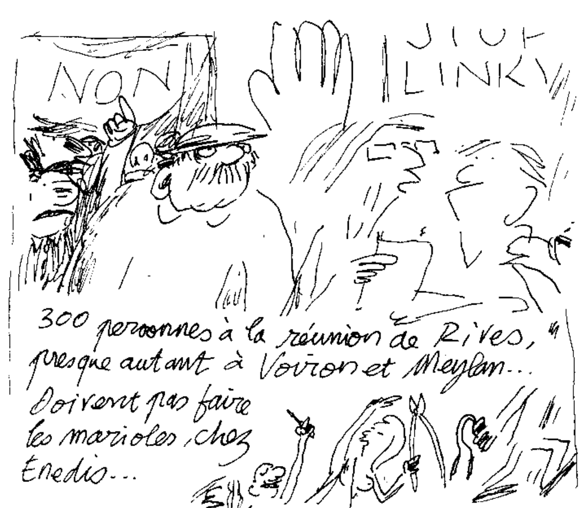
LINKY = PROGRÈS





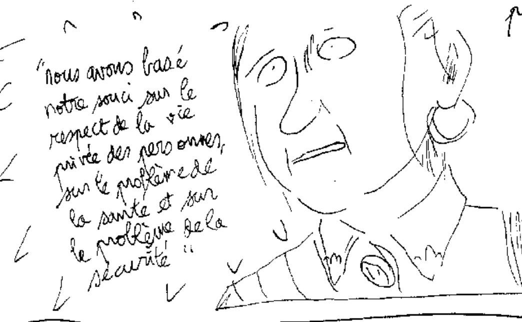
La veille, en effet, Enedis a installé officiellement un compteur non-communicant chez Julien Martin.

Une victoire que les anti-LINKY savourent car ailleurs, Enedis installe son compteur à tour de bras. Ça grogne dans les campagnes.



À Réaumont, village de 1000 habitants, le conseil a voté une délibération contre LINKY. La Maire a refusé de reculer face aux pressions d'Enedis et le 9 mars 2018 elle était la première élue iséroise convoquée au tribunal pour ce motif. Avant elle, St Nizier du Moucherotte (commune médaillée de la Résistance) avait jeté l'éponge pour éviter le tribunal.

LINKY = PROGRÈS



Face au tribunal, la commune a fait valoir qu'elle est propriétaire des compteurs.

Elle a perdu quand même.

Brigitte Laurent, Maire de Réaumont, interviewée par France 3

AVERTISSEMENT

là, y'a pas de caméra infrarouge

Certains arguments anti-Linky sont FAUX

et il lit pas dans vos pensées

D'autres aisément vérifiables



Le LINKY va mettre au chômage 6000 releveurs à pied. C'est le progrès. Les robots mettent les humains au chômage. Les données sont transmises à distance



Bande Dessinée de Nardo parue dans
Le Postillon, journal de Grenoble et de sa cuvette n°45,
printemps 2018.

Démonter un compteur Linky et rebrancher un ancien compteur

Mode d'emploi

L'acte de refuser l'installation des nouveaux compteurs Linky chez soi est non seulement autorisé, mais permet aussi de contrecarrer le projet de maillage de tout le territoire. Le sabotage des nœuds du réseau en campagne peut aussi s'avérer être déterminant dans la lutte. Or ces moyens d'action sont relativement faciles à mettre en œuvre.

Attention, danger

Débrancher un compteur communicant demande de la prudence. Il faut de sérieuses connaissances en électricité, sans quoi cela peut se révéler dangereux. Faites appel à des gens compétents.

L'ancien compteur

Avant toute chose, il faut avoir pu garder son ancien compteur. C'est le cas si vous l'aviez bien barricadé (par exemple en soudant des barres métalliques autour) et si les sous-traitants de Enedis n'ont pas pu l'enlever.

Sinon, trouvez un ancien compteur ou achetez-en un à réinstaller ; mono-phasé – ou triphasé selon votre abonnement. Voyez votre facture. On vend des compteurs neufs sur des sites comme Manomano pour les modèles anciens, et de nombreux autres sites proposent des compteurs de deuxième

génération (électroniques). On en trouve aussi d'occasion sur les sites de revente.

Démonter le Linky

Pour déposer le Linky, on peut être amené à le déplomber si on ne peut pas remplacer la platine (planche) sur laquelle est fixé le compteur. Il est évidemment préférable, pour des raisons légales, de ne pas déplomber.

Travaillez avec des gants isolants, des lunettes de protection et des outils isolés.

1. Coupez votre disjoncteur dans votre maison pour ne pas être en charge, afin d'éviter un flash dans le point 3 ci-dessous.
2. Repérez ce qu'on appelle « la grille » EdF qui supporte les fusibles EdF. Ceux-ci déterminent votre puissance souscrite. La grille se trouve en amont du compteur, soit dans la colonne de l'immeuble, soit dans votre coffret.
3. Déplombez-la et retirez en premier le fusible de la phase, puis ce qu'on appelle la barrette de neutre.
4. Vérifiez que votre domicile n'est plus alimenté, en réenclenchant votre disjoncteur et en allumant une lampe. Si vous avez un testeur de tension, vous pouvez aussi l'utiliser sur une prise, en position « voltmètre ». Rien ne doit briller ! Ou alors vous avez coupé le courant du voisin…
5. Cette vérification faite, rabaissez votre disjoncteur.
6. Démontez la platine (planche) sur laquelle est fixé Linky, pour avoir accès aux branchements à l'arrière.
7. Débranchez les fils sous le fusible et la barrette neutre sur la grille EdF.
8. Côté compteur : repérez bien l'ordre et les couleurs du branchement. En principe, à gauche la phase rouge ou marron ou noire ; puis le neutre bleu qui arrive de la grille EdF ; puis le neutre (bleu) qui repart vers votre domicile ; puis la phase rouge ou noire ou marron qui va aussi vers le domicile. On trouve le schéma sur Internet ou sur le capot qui cache les vis de serrage des fils.

9. Coupez ensuite ces fils au ras du compteur si vous n'avez pas déplombé, sinon débranchez-les.
10. Enlevez le Linky et fixez votre propre compteur.
11. Rebranchez les fils dans le même ordre qu'avant démontage du compteur (cf. point 8).
12. Remettez la barrette de neutre en premier sur la grille EdF puis le fusible. Cet ordre est important pour votre sécurité. Refixez le capot de protection.
13. A ce stade, vous pouvez réenclencher votre disjoncteur chez vous et vérifier que votre compteur tourne dans le bon sens, sinon cela voudrait dire que vous avez confondu votre gauche avec votre droite…
14. Il vous reste à bien relever les chiffres inscrits sur le nouveau compteur avec la date et l'heure de votre intervention, ceci en vue d'embrouilles avec EdF, afin qu'on ne puisse pas vous accuser de fraude.
15. Dernière manipulation : barricadez votre compteur. Et empêchez qu'un compteur Linky puisse être fixé au dessus ou à côté.
16. Pour cela, soyez créatifs. Si possible, la soudure est la plus efficace. Il serait dommage que Linky revienne une semaine plus tard au même endroit.

Remarque

On trouve des compteurs neufs chez les grossistes en matériel électrique qui les vendent comme sous-compteurs pour les particuliers (plusieurs appartements dans une même maison). Si vous voyez des bâtiments promis à la démolition, récupérez les compteurs avant qu'ils ne partent à la casse.

Nous vous conseillons, une fois tout cela terminé, de ne pas abimer le Linky (c'est tentant) et de le ramener rapidement au centre Enedis le plus proche pour ne pas être accusé de dégradation.

À vous de jouer !

Lettre ouverte aux salariés d'Enedis…

Lettre ouverte aux salariés d'Enedis et de ses multiples sous-traitants, qui sillonnent villes et campagnes de l'Hexagone pour installer à marche forcée les compteurs Linky et leurs relais.

Mesdames, Messieurs,

Vous n'êtes pas sans savoir qu'une étonnante vague de refus des compteurs Linky, dits « intelligents », traverse la France depuis plusieurs mois. Cette opposition a ceci d'étonnant qu'elle est informelle et décentralisée, qu'elle se développe hors de toute structure politique ou syndicale constituée, et en dépit de la puissante propagande de votre groupe, Enedis – en dépit, aussi, de l'absence de contre-enquête de la part des grands médias sur les enjeux du projet Linky et les moyens utilisés pour le mettre en œuvre.

Même si vous êtes du côté du manche, peut-être connaissez-vous les raisons de ce refus porté par des centaines de milliers de personnes : la crainte devant l'intensification du brouillard électromagnétique et le peu de cas que les dirigeants politiques et économiques font de la santé des gens ; l'agacement devant la suppression de milliers d'emplois dû à l'automatisation du travail de relevé des consommations ; la colère devant la perspective d'un alourdissement des factures, pour financer le remplacement de compteurs qui fonctionnent de longue date par des appareils « communicants » dont la durée de vie ne dépasserait pas dix ans ; enfin, l'écœurement à l'idée que les

données recueillies sur les habitudes de vie des ménages servent à affiner le profilage marketing de la population et à mitonner des offres commerciales agressives, pour pousser chacun à renouveler complètement ses appareils électriques dans les années à venir.

Et vous, au fait, qu'en pensez-vous ? Avez-vous un avis ? Êtes-vous vraiment à l'aise quand vous pénétrez dans le jardin d'une maison en profitant que les habitants ne sont pas là et que vous procédez au remplacement du vieux compteur, même s'il est affiché dessus qu'on ne veut pas de Linky à cet endroit là ? Êtes-vous fiers quand vous intimidez des personnes âgées, ou que vous fracturez une serrure pour installer le compteur dans un réfectoire pour enfants que les responsables du lieu veulent préserver de Linky (comme c'est arrivé à Pamiers le 16 décembre 2016) ? Vous vous dites qu'on ne peut pas donner satisfaction à tout le monde ? Que c'est affaire d'opinion, de croyance et que tous ces braves gens sont irrationnels, voués à être balayés par le vent du Progrès ? Vous ne trouvez pas ça intéressant que toute une partie de la population réfléchisse à ce qu'on lui impose, au cadre de vie qu'on lui fabrique ?

Bien sûr, il se peut que vous ne soyez pas en mesure actuellement de réfléchir à tout cela et que vous fassiez ce travail par nécessité. Derrière l'obéissance aux ordres des directions, il y a souvent des loyers à payer, des crédits à rembourser, ou encore des rêves d'évasion et de voyage, une fois telle mission ou tel contrat court terminés. Réfléchir et désobéir peuvent sembler un luxe inenvisageable pour beaucoup, quand il y a cinq millions de chômeurs et un tel niveau de précarité. Mais avouez que cela donne une situation étrange : les opposants à Linky refusent entre autres l'automatisation des relevés de consommation d'électricité ; donc, ils défendent en quelque sorte vos emplois à votre place. Et vous, vous travaillez activement à leur suppression ! Vous êtes comme ces employés de la Poste qui font du zèle

pour apprendre aux usagers à se servir des machines à affranchir, participant ainsi à la légitimation des futurs dégraissages dans leur entreprise, dont ils seront peut-être eux-mêmes victimes.

En réalité, il se dit que dans vos rangs, ça discute, que certains d'entre vous sont effleurés par le doute. Ces doutes, il est urgent que vous les exprimiez publiquement. Savez-vous qu'au printemps 2016, des syndicalistes de la CGT Vinci ont pris position contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dont est chargée leur entreprise ? A quand un communiqué syndical du même type, chez Enedis, contre les compteurs Linky et leur monde ?

Évidemment, au-delà des mots qui importent beaucoup, le mieux serait que vous vous opposiez en actes au processus d'installation des compteurs et autres concentrateurs. Si vous pensez que la politique industrielle d'EdF et Enedis nuit à la population à différents titres, alors il est de votre devoir moral d'empêcher sa mise en œuvre. Même simplement la freiner, en traînant des pieds, en bâclant certaines tâches, pourrait contribuer à un échec du projet Linky. Car actuellement, Enedis, avec ses sous-traitants, est engagé dans une course de vitesse avec la contestation. Toutes les poses qui sont ajournées sont du temps gagné pour la circulation des informations – aussi bien la circulation des motifs de refuser les compteurs « intelligents » chez soi que celle des tuyaux pour y échapper, seul ou avec son voisinage. Si 1 000 communes adoptent des délibérations anti-Linky – il y en a déjà plus de 300 –, il deviendra plus difficile pour les technocrates de nier qu'une opposition conséquente existe et de maintenir leur projet tel quel.

Ceci est donc un appel à votre conscience sociale, politique et écologique : salariés d'Enedis, « titulaires » ou sous-traitants, faites tout ce qui est en votre pouvoir pour entraver la diffusion des compteurs et leur mise en réseau, pour tenir en échec l'objectif des 35 millions de compteurs posés en

2021. Réunissez-vous, parlez de la politique de vos entreprises, de ce que vous êtes en mesure de faire pour y nuire. Vous êtes mieux placés que quiconque pour connaître les tenants et les aboutissants du projet de gérer des flux toujours croissants d'énergie par informatique. Prenez contact avec les comités d'opposants qui existent partout dans le pays et apportez-leur des éléments qui pourraient être décisifs pour leur succès.

Sébastien Delpech, le 6 avril 2017.
membre du groupe *Faut pas pucer (mémé dans les ordis)*,
en lutte contre le puçage des animaux
et l'informatisation du monde.

Correspondance :
Faut pas pucer, Le Batz,
81140 St-Michel-de-Vax,
ou <fautpaspucer@laposte.net>



Votre maison n'est plus qu'un appendice du réseau.

Pique-nique dans les locaux d'Enedis à Albi

...et appel à occuper Enedis partout en France

Ce lundi 6 mai, à 10h30, nous étions une soixantaine de personnes, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, à envahir la Direction régionale d'Enedis Occitanie, dans la banlieue d'Albi.

Cette action s'est déroulée main dans la main entre plusieurs comités de lutte anti-Linky, et des Gilets Jaunes. Nous voulions réaffirmer l'opposition de nombreux habitant.e.s de la région au projet de compteurs communicants Linky et dénoncer les méthodes d'intimidation d'Enedis et de ses sous-traitants. Nous avons martelé que les compteurs Linky ne peuvent pas être légalement imposés aux usagers (voir tract), ce qu'aucune des personnes d'Enedis présentes ce jour-là n'a démenti. Un objectif plus spécifique de la journée était d'obtenir la garantie qu'un certain nombre de foyers en travaux, actuellement munis d'un compteur de chantier, ne se verraient pas imposer automatiquement Linky une fois les travaux terminés.

Nous sommes entré.e.s (en rusant) et sommes monté.e.s (en bluffant) au deuxième étage, où nous avons envahi l'*open space* du service Cartographie. Nous avons déployé des banderoles « Non au tout numérique », « Tapez 1, Tapez 2, Tapez # », etc. et avons pris la parole face à des salarié.e.s. Beaucoup d'entre eux étaient intérimaires. Ils nous ont fait bon accueil et

de nombreuses discussions ont eu lieu dans ce service ainsi que dans les escaliers et couloirs alentours. Les membres du personnel ont écouté attentivement nos arguments contre les compteurs Linky et leur monde − déshumanisation, flicage, profilage, surconsommation d'énergie, exposition aux ondes − et certain.e.s se sont plaint du bourrage de crâne exercé par Enedis sur ses employé.es pour les dissuader de critiquer les compteurs communiquants.

La Direction régionale a *de facto* refusé toute négociation sur les cas que nous mettions en avant, malgré ce qui est dit dans la presse locale à ce sujet. Les cadres dirigeants que nous demandions à rencontrer se sont barricadés dans leur tour d'ivoire du troisième étage, derrière des portes verrouillées par badge. Les personnes ayant des revendications concernant leurs compteurs de chantier ont été reçues par la Directrice des Ressources Humaines accompagnée par des membres des Renseignements Généraux, ce qui en dit long sur le degré de sérénité chez Enedis… La DRH, chargée de nous mener en bateau pendant toute l'occupation, a suivi les ordres consistant à refuser la négociation collective autour des huit cas que nous présentions. De guerre lasse, les personnes concernées ont finalement laissé des dossiers individuels, et sont censées être appelées dans les jours à venir pour des rendez-vous au compte-goutte.

Nous pouvons nous réjouir d'avoir sérieusement perturbé le travail dans une bonne partie des bureaux pendant plus de cinq heures. Nous avons chanté *La Complainte du Progrès*, de Boris Vian, revue et corrigée par une institutrice des Hautes-Alpes en lutte contre l'école numérique (voir les paroles ci-dessous). Nous avons dressé une nappe et pique-niqué sur le sol plastifié des bureaux, sous le regard tantôt médusé, tantôt amusé et complice, des salarié.e.s avec qui nous avons partagé nos rillettes. Bref, nous nous sommes bien amusé.e.s. Nous sommes sortis du bâtiment de notre propre chef et sans encombre avec la police.

Enedis a subi depuis le début de 2019 plusieurs revers judiciaires non négligeables : jugement en faveur de plaignants électro-sensibles à Toulouse le 18 mars, chez qui le tribunal a interdit la pose de compteurs communicants ; jugement en faveur d'une commune de l'Eure (Romilly-sur-Andelle) ayant pris un arrêté régulant la pose des compteurs Linky (un arrêté comme plus de huit cents autres communes de l'Hexagone en ont pris). Et attendant d'autres revers plus importants encore ?

Dans ce contexte assez favorable, il nous semble très important de multiplier les actions qui mettent la pression sur Enedis, partout où cela est possible : en occupant ses bureaux, en interpellant ses cadres, en appelant ses salariés à la désobéissance.

S'ils vous disent que vous êtes entrés sans leur autorisation, dites-leur que c'est ce qu'ils font dans tant d'immeubles, de jardins, de maisons.

S'ils vous disent que vous n'avez pas le droit d'empêcher le travail, répondez-leur qu'ils n'ont pas le droit de nous empêcher de vivre sans Linky !

Continuons de construire un rapport de forces qui met Enedis en difficulté. Opposons-nous au déploiement de la 5G, du *big data*, de tous les objets connectés et nuisibles qu'on veut nous faire adopter.

La Complainte du Progrès 2.0

La chanson *La Complainte du Progrès* a été écrite et interprétée par Boris Vian en 1955. Il y dénonçait la « société de consommation », alors naissante, et la déshumanisation due à l'envahissement de la vie quotidienne par les marchandises. Une institutrice des Hautes-Alpes en lutte contre l'école numérique en a actualisé les paroles.

Autrefois pour faire sa cour, on parlait d'amour.
Pour mieux prouver son ardeur, on offrait son cœur.
Maintenant c'est plus pareil, ça change, ça change,
Pour séduire le cher ange, on lui glisse à l'oreille :

« Ah crédule, viens m'embrasser, et je te donnerais…
Une tablette, un réseau Internet,
Une clé USB, une liaison 5G.

Des *likes* sur Tweeter ? Avec quatre cœurs,
Une page sur Facebook ? Pour admirer ton *look* !
Un îlot dans le *cloud*, un *data* personnel,
Une crémation virtuelle, envoyée par CPL ! »

Et parfois s'il arrivait, que l'on se querelle,
L'air déçu on s'embrassait, en laissant la vaisselle
Maintenant c'est plus pareil, ça clique, ça clique
Pour séduire l'hystérique, on lui glisse à l'oreille :

« Ah Chérie, soies pas fâchée, et je renchérirais !
Un drone à rien faire, pour s'envoyer en l'air,
Le *wifi* non filaire, et la fibre pas chère.

Un voyage numérique? Au bout de l'Amérique,
Ou bien sur Jupiter? Propulsé par ITER !
Un rendez-vous mystique, honoré sur Meetic,
Et un joli *selfie*, avec toi ma souris !

Et encore s'il arrivait, que l'on se querelle,
L'air lugubre on s'enlaçait, en laissant la vaisselle,
Maintenant que voulez-vous, tout flanche tout flanche,
On se jette à la corbeille, et on sauvegarde rien !

« Ah la femme, GAFAM à toi, ou je reprends tout ça !
Mon bel écran plasma, et mon Hom' cinéma,
Mon GPS à moi, que t'as depuis des mois.

Mon cerveau augmenté ? Tes cris pour l'exciter,
Mon circuit connecté ? Et ma puce intégrée !
Mes contacts Instagram, mes 3 millions d'amis,
Mes vies, mes avatars, mes pires ennemis !

Et si la belle, se montre encore rebelle,
On vide la corbeille, pour confier son sort…

Au dernier I-Phone, au robot à tout faire,
À l'hologramme en verre, pour se donner des airs !
Aux octets de mémoire, remplaçant sa mémoire,
Aux bébés augmentés, qu'on peut déprogrammer !

Mais très très vite, on reçoit la visite,
D'une tendre petite, qui vous *like* sur tweeter.

Alors on cède, car il faut qu'on s'entraide,
Les objets connectés commencent à déconner,
Notre compteur Linky vient d'causer un incendie.

Et l'on vit comme ça, jusqu'à la prochaine fois !
Et l'on vit comme ça, jusqu'à la prochaine fois !

Dans les filets de Linky

Malgré le silence et le mépris des médias, une vaste controverse et de nombreux conflits entourent actuellement le remplacement des 35 millions de compteurs électriques en service par de nouveaux compteurs dit « communicants » ou « intelligents », appelés Linky.

Les compteurs « communicants » sont des dispositifs disposant de technologies dites AMR (*Automated Meter Reading*) qui mesurent de manière détaillée et précise, et éventuellement en temps réel, la consommation d'électricité, d'eau ou de gaz. Malgré l'aspect apparemment secondaire ou technique de cette question qui n'intéresserait que les spécialistes, il s'agit en réalité d'un enjeu central pour tous les citoyens, car ces compteurs dessinent les infrastructures de l'avenir, ils mettent en place des réseaux qui vont déterminer nos modes de vie et nos rapports au monde. Des communes délibèrent d'ailleurs contre leur installation, des collectifs se constituent, et des individus rejettent cette technologie comme nuisible, coûteuse, liberticide, anti-écologique, déshumanisante, mais aussi néfaste pour la santé du fait des ondes de plus en plus reconnues comme cancérigènes. En Côté d'Or un collectif anti-linky 21 s'est ainsi créé à la fin de l'année 2016 pour informer les citoyens et résister au déploiement de ces infrastructures dans l'agglomération dijonnaise.

Face à ces citoyens qui refusent d'être pollués et fliqués, l'État et Enedis (ancien ERdF) engagent une vaste propagande pour contrer les critiques et rassurer l'opinion, alors que les installateurs sous-traitants – payés au nombre d'équipements installés – font pression sur la population : ces nouveaux compteurs « intelligents » seraient bons pour

l'emploi, pour la planète et pour votre portefeuille ! Ce qui au départ devait être une simple décision technique, née dans le cerveau de quelques modernisateurs centraux, se transforme peu à peu en conflit politique.

Promesses électriques

Depuis ses débuts à la fin du XIX[e] siècle, l'électricité véhicule des promesses et des rêves mais aussi des doutes, des inquiétudes et des controverses. Son histoire n'a cessé d'être travaillée par des mythes dont le compteur Linky n'est que le dernier avatar. L'électricité a d'emblée été décrite comme une grande avancée de la civilisation : ne devait-elle pas apporter la Lumière et dissiper les ténèbres ? Des expositions sont d'ailleurs rapidement organisées à sa gloire, une multitude d'écrits apologétiques vantent « la fée électricité », censée apporter le bonheur aux hommes en résolvant tous leurs problèmes. Au XIX[e] siècle, l'électricité était une énergie mystérieuse et pleine de promesses, aux usages encore incertains, propice à toutes les utopies et à toutes les interprétations : ainsi le petit moteur électrique devait supprimer les pollutions, maintenir le travail à domicile, faire disparaître le grand capitalisme, éviter la concentration des ouvriers dans des usines gigantesques, ralentir l'exode rural, mais aussi retenir la femme au foyer, voire déconcentrer le pouvoir et inventer une société démocratique.

Si l'électricité a une longue histoire et fascine depuis longtemps, c'est seulement en 1878 que Thomas Edison met au point la lampe à incandescence rendant l'électricité rentable pour l'éclairage. Peu à peu, des réseaux électriques se constituent, sans normes ni interconnexion. Les usages se diversifient rapidement : en 1890 a lieu la première exécution sur une chaise électrique aux États-Unis ; les tramways électriques s'imposent assez vite.

Pourtant l'électrification du monde fut lente et ambivalente. Elle a d'abord été un phénomène urbain, bourgeois, avant de

se démocratiser par couches concentriques jusqu'à quadriller le monde. À ses débuts il existe par ailleurs plusieurs trajectoires politiques possibles en matière de réseaux électriques : les petites unités de production disséminées, le choix pour des coopératives locales, rivalisent alors avec les macro-systèmes techniques favorisés par le courant alternatif qui permet le transport sur de grandes distances de l'énergie produite par des centrales puissantes.

Longtemps des populations ne virent pas réellement l'intérêt du raccordement au réseau électrique. Dans les années 1930, aux États-Unis comme en Europe, beaucoup de zones rurales restent à l'écart. En France, des paysans de la Sarthe refusent par exemple ce progrès électrique qui leur semble surtout un outil de contrôle venu des villes et des grands groupes industriels. La Seconde Guerre mondiale marque toutefois un basculement. Après 1945, l'électricité s'impose comme la marque de la civilisation et la condition du confort, EdF œuvre à l'achèvement du contrôle du territoire en uniformisant les tarifs, une véritable propagande d'État accompagne l'inauguration des grands barrages ou les premières centrales nucléaires qui doivent fournir l'électricité à tous sans dépendre des importations d'hydrocarbures.

Alors qu'il aurait fallu contrôler et limiter la consommation, l'accroissement des usages est promu dans tous les domaines comme un progrès, jusqu'à la promotion des absurdes et peu efficaces radiateurs électriques dans les années 1970 (il fallait bien écouler les surplus résultant du choix nucléaire), ou celle de la multitude des objets connectés et « intelligents » aujourd'hui (il faut bien trouver des marchés nouveaux pour permettre aux capitalistes de maintenir leurs profits).

L'électrification du quotidien

Au-delà des premiers rêves assez vite déçus, l'électricité fut l'un des éléments essentiels du nouveau régime de production et de régulation capitaliste. C'est l'une des énergies du

fordisme qui accompagne le développement de la consommation de masse. L'*American Way of Life* qui se mondialise au XXe siècle est fondée sur l'électrification du quotidien. Mais l'explosion de la consommation électrique est aussi l'une des sources de nos crises écologiques actuelles. Présentée comme mystérieuse, propre, souple, l' « énergie électrique » est d'abord une mystification du langage : cette « énergie électrique » n'existe pas car l'électricité désigne en réalité le déplacement de particules à l'intérieur d'un « conducteur » (métaux, corps, eaux…).

Il ne s'agit jamais d'une énergie primaire, uniquement d'un moyen de transporter plus facilement de la force d'un point à un autre. Derrière l'électricité, énergie apparemment propre et invisible, sans fumée et sans déchet, il y a de gigantesques infrastructures, il y a des centrales thermiques fonctionnant au au pétrole, au charbon ou à l'uranium, il y a de vastes mines – notamment de cuivre – disséminées dans le monde et à l'origine de nombreux ravages sociaux et environnementaux.

L'électricité est l'une des caractéristiques centrales des techniques modernes, elle contribue à rendre invisible les ressources naturelles qui sont nécessaires à leur fonctionnement, elle permet d'écarter loin de notre vue les déchets et les pollutions, les risques et les menaces, qui accompagnent pourtant sa production. L'avantage des petites installations de production d'électricités renouvelables est au moins de nous rappeler que l'électricité n'est pas un fluide magique ou divin, mais un processus très matériel, avec ses déchets, ses contraintes et ses limites.

Machines intelligentes et novlangue écolo

Depuis ses débuts, l'électricité n'a donc cessé d'être promue par en haut à travers de multiples mystifications. Le petit compteur Linky prolonge cette dynamique hiérarchique et idéologique : il doit aider à l'invention d'une « électricité propre ». Promu à l'origine par les grands opérateurs du

marché de l'électricité et imposé par une directive de l'Union européenne de 2009, la généralisation des compteurs intelligents a apparaît comme un exemple caricatural de décision technocratique et autoritaire. Inscrit dans le marbre de la loi dite « de transition énergétique » votée en France en août 2015, le projet Linky vise à remplacer les anciens compteurs, évidemment présentés comme archaïques, par de nouveaux boîtiers « intelligents » et « communicants », selon les appellations forgées dans les agences de pub. Linky – petit nom sympa et rassurant, on croirait le chat du voisin – est en effet « un compteur électrique de nouvelle génération qui permet de transmettre des informations et de recevoir des ordres à distance ».

Pourquoi décider ainsi de remplacer les 35 millions de boîtiers qui fonctionnent par de nouveaux compteurs, alors même que l'État et l'entreprise publique d'électricité ne cessent de se déclarer en quasi-faillite ? Pourquoi qualifier d'intelligentes ces boîtes ? Cet objet offre un bon résumé de la novlangue technocratique actuelle. Selon ERdF, il s'agit de la première pierre des « réseaux électriques intelligents ». Mais que signifie l'intelligence dans ce contexte ? Il ne faut pas se tromper, le mot « intelligence » employé ici, comme ailleurs pour désigner des objets *high-tech*, des voitures ou des maisons, doit être entendu en son sens anglais de « renseignement » – comme dans *Intelligence service* – c'est-à-dire au sens d'informations qui circulent, ce qui est bien différent de l'intelligence sous ses divers aspects ouvrant l'ensemble des facultés humaines, mais proche d'un travail de police.

S'ils ne sont pas intelligents, peut-être sont-ils au moins écologiques ? Ils permettraient de réduire nos consommations d'énergie : en suivant sa consommation d'électricité via son smartphone, chacun serait ainsi amené à se modérer pour réaliser des économies. Cette analyse repose sur une vision très pauvre de l'*homo œconomicus*. Le but annoncé est de pouvoir éteindre à distance les appareils électriques pour lisser les

« pointes » quotidiennes de consommation et ne plus devoir importer d'électricité au moment où elle est la plus chère, ni utiliser ses centrales électriques thermiques (fioul, gaz, charbon) jugées trop polluantes. L'intention est donc louable, il s'agirait de réduire notre emprise matérielle sur le monde via l'électricité. Pourtant, ces compteurs accompagnent aussi l'accroissement de nouvelles consommations en encourageant l'équipement en objets connectés et autres gadgets numériques censés rendre la vie plus facile. À travers ces compteurs, l'État reconnaît qu'au lieu d'encourager toujours plus les consommations énergétiques, il faudrait à tout prix les réduire.

Résister à l'automatisation de la vie

Mais à l'inverse de ceux qui proposent des solutions réalistes fondées sur la sobriété, l'autonomie énergétique et la réduction des consommations, les ingénieurs et commerciaux d'EdF misent sur le déploiement des objets high-tech et la maîtrise complète du monde, ils aspirent à une gestion en temps réels de tous les flux. Cette utopie gestionnaire aux accents cybernétiques se retrouve d'ailleurs dans les discours officiels : « Les maisons vont désormais s'autogérer », affirme Bernard Lassus, directeur du programme chez ERdF ! Mais souhaite-t-on vraiment que nos maisons s'autogèrent ? Réfléchissons cinq minutes à ce que signifie cette formule : ne devrions-nous pas plutôt être soucieux de gérer nous-mêmes notre maison ? Cette autogestion technocratique par le numérique n'est-elle pas l'antithèse de l'idéal d'autogestion et d'autonomie qui animait historiquement les mouvements sociaux émancipateurs ? n'est-elle pas une expropriation ? les humains sont-ils à ce point devenus obsolètes qu'on préfère automatiser tous les aspects de leur existence ? Au-delà des justifications de circonstances, les compteurs Linky sont d'abord le produit d'une obsession et d'une illusion : l'obsession pour l'accroissement des rendements et de la rationalisation totale, l'illusion de la solution technique qui

résoudra naturellement – par ses vertus intrinsèques – des défis qui sont d'abord socio-politiques et culturels.

Contre les utopies communicantes et futuristes, des citoyens-opposants – comme Pièces et main-d'œuvre, comme la journaliste Annie Lobé, ou comme Stéphane Lhomme, tous au centre de la bataille anti-Linky – alertent l'opinion et enquêtent sur les risques sanitaires, sociaux, politiques, qui accompagnent le déploiement de ces nouveaux outils de contrôle. En 2016 le gouvernement Allemand a d'ailleurs renoncé à la généralisation de ces équipements à la suite d'études montrant qu'ils n'étaient pas dans l'intérêt du consommateur, au Canada le gouvernement a de son côté décider leur retrait après le déclenchement de plusieurs incendies. En France, plusieurs centaines de communes ont d'ores et déjà déclarées leur refus de l'installation de ces nouveaux compteurs, des milliers de citoyens expriment leur opposition. L'affaire Linky est une épreuve qui met en jeu la démocratie, les prophéties techno-scientifiques, et notre avenir ; l'État et les entreprises du secteur tentent d'imposer ces compteurs par la force, la désinformation et les intimidations, ils disqualifient les opposants, au nom d'un supposé progrès et d'une course à l'abîme qu'il faudra bien réussir un jour à freiner. Mais loin d'être un enjeu technique secondaire, abandonné aux experts et aux techniciens, Linky est au cœur des dynamiques actuelles du capitalisme, ces compteurs sont un petit élément.

François Jarrige, historien des techniques.
Article paru dans *La Décroissance* n°128, avril 2016

Nos cerveaux valent mieux que leurs robots !

Contre Villani (député *En Marche vers le désastre*) et l'intelligence artificielle

Jeudi 4 avril 2019, les milieux d'affaires tarnais avaient convié dans l'amphithéâtre d'honneur de l'Ecole des Mines d'Albi l'excellent Cédric Villani [20], député En Marche et mathématicien, pour disserter sur l'économie numérique et la société du *big data*.

Il a été interrompu par un *cloud* d'opposant.es à la *start-up nation* en gilets jaunes qui se sont introduit.es sur le podium pour lire la lettre suivante et distribuer le tract "*IA, 5G, Linky : innover pour aggraver la crise sociale et écologique*" (reproduit ci-dessous, p. 52).

Cher Cédric Villani,

Nous vous remercions de vous être déplacé à Albi à l'occasion de cette conférence sur « L'économie numérique » à l'École des Mines, car nous avions justement des choses à vous dire.

Tout d'abord, nous avons le plaisir de vous remettre un compteur communicant Linky. Prenez-le, il est offert : c'est

---

[20] Il est important de préciser que Cédric Villani a été membre du conseil scientifique d'EdF (qui détient 100% d'Enedis, qui déploie les compteurs Linky) de 2015 à 2017 et qu'il est toujours à ce jour au conseil scientifique du groupe Atos, l'une des dix plus grandes entreprises de service du numérique du monde, qui a conçu les compteurs Linky. Il touche à ce titre 5 000 euros par an. (cf. *L'Age de Faire* n°140, avril 2019).

nous tous qui finançons, *via* la TURPE [21], leur déploiement à hauteur de 7 milliards d'euros.

Ce petit boîtier jaune rend bien des services. Il s'est révélé un merveilleux outil d'éducation populaire. Dans toute la France, il a permis une prise de conscience massive de ce que signifie le monde du *big data* et des algorithmes, des véhicules autonomes et de la 5G. Dès lors, initié.es par Enedis aux joies des objets connectés, nous sommes devenu.es particulièrement sensibles aux mensonges dont on accompagne les investissements en faveur de l'intelligence artificielle.

Par exemple, l'idée qu'elle serait une manière de créer des emplois. Soyons sérieux : l'automatisation sert à automatiser. Automatiser sert à licencier, à l'image des dizaines de milliers d'employés d'Enedis qui relevaient les compteurs électriques, ou à l'image de la désastreuse dématérialisation des services publics. Autre exemple : en France, le déploiement des véhicules autonomes, c'est-à-dire de la conduite par *intelligence artificielle*, menace directement plus de 600 000 professionnel.les (chauffeurs de bus, routiers, taxis, etc.), soit 2% de la population active. Et ne nous ressortez pas la bonne vieille théorie de la compensation : les conducteurs licenciés auront autant de chance de créer leurs *start-up* de robotique que les chevaux n'en avaient de se mettre à produire des pièces automobiles [22].

Le problème, M. Villani, c'est aussi qu'il a fait chaud, beaucoup trop chaud à Albi en ce début de printemps. Or l'économie numérique est vorace : elle exige de produire toujours plus de processeurs, de capteurs, de serveurs, de câbles, d'antennes et d'écrans. Elle engloutit des quantités colossales d'énergie, de matières premières et de métaux. Le programme Linky est assez parlant : au nom de la transition

---

[21] Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, prélevé sur nos factures.

[22] Pour paraphraser Wassily Leontieff, prix Nobel d'économie en 1973. La théorie de la compensation (J. B. Say) soutient que les emplois perdus par l'automatisation seront compensés par ceux créés par les nouveaux secteurs.

écologique, on a commencé par bazarder 35 millions de compteurs en parfait état de marche, puis, en numérisant les réseaux, on génère des pétaoctets de données, stockées et traitées dans d'immenses entrepôts de béton qu'il faut refroidir en permanence. Vous ne pouvez l'ignorer : à l'échelle du globe, ces fameux *data centers* rejettent déjà autant de CO_2 dans l'atmosphère que la totalité du transport aérien [23]. A ce stade, peut-on encore parler d'intelligence, même artificielle ?

Enfin, qu'il s'agisse d'e-médecine, de maisons communicantes ou de voitures connectées, ce monde, qui fait de nos vies un grand réservoir à *big data*, est inacceptable pour une raison simple : il s'appuie sur le réseau 5G qui, plus encore que les précédents, menace directement notre santé. Nous refusons que tous les êtres vivants soient massivement exposés à des champs électromagnétiques d'une telle puissance pour faire fructifier l'industrie de l'électronique et les fortunes des Silicon Valley mondiales.

Nous luttons pour la sobriété et la justice sociale. Si vous souhaitez employer votre curiosité intellectuelle et votre goût pour les sciences, tout en pérennisant votre carrière politique, n'hésitez pas, M. Villani, à rejoindre les rangs de l'écologie radicale et de l'anticapitalisme dont nous pensons, étant donnés les enjeux actuels, qu'ils constituent les *filières d'avenir* les plus populaires et les plus novatrices.

Cordialement,

Un *cloud* d'opposant.es à la *start-up nation*.

[23] Rapport 2018 du SHIFT Project pour une sobriété numérique.

IA, 5G, Linky

Innover pour aggraver la crise sociale et écologique

Depuis quelques années, les élites françaises et mondiales se prosternent devant une nouvelle idole : l'intelligence artificielle (IA). A peine élu, Macron en a fait une priorité : il commande un rapport à Cédric Villani, mathématicien opportuniste qui vient de rejoindre son parti, et débloque un milliard et demi d'euros pour financer la recherche dans ce domaine. Car l'IA serait l'avenir de l'économie numérique, donc de la croissance.

Il semble plus important d'investir là-dedans que dans l'éducation de nos enfants, pour lesquels il y a si peu d'argent que la réforme en cours (celle du ministre Michel Blanquer) prévoit de fusionner écoles et collèges, de confier des heures d'enseignement à des surveillants et de faciliter les « expérimentations pédagogiques », notamment celles recourant aux outils numériques (comme les « didacticiels ») qui pourront se substituer aux surveillants une fois que ces derniers auront remplacé les profs.

Invité par l'association Ecoter (pas pour écologie, mais pour « économie et territoire »), le *lobby* des milieux d'affaires tarnais, Villani vient défendre l'IA ce jeudi 4 avril 2019 à l'Ecole des Mines d'Albi. Nous qui préférons les enfants intelligents aux machines soi-disant intelligentes, nous nous rassemblons à Albi pour alerter sur les nuisances de l'IA et du monde qui va avec.

Intelligence artificielle, automatisation du travail et chômage de masse

De l'avis des chercheurs, il est difficile de définir l'IA, qui relève pour certains du mythe. Mais les applications ne laissent guère de doute sur son rôle. Traduction automatique, voiture autonome, traitement de données automatisé, etc. : il s'agit d'*automatiser*, c'est-à-dire de remplacer les humains par des machines informatiques qui imitent les capacités intellectuelles humaines de calcul, d'interprétation, de prise de décision, etc. De même qu'un bas artificiel sert à remplacer un bras naturel, l'IA sert à remplacer l'intelligence humaine nécessaire à l'effectuation de certaines tâches.

L'IA ne fait donc qu'actualiser l'une des plus vieilles stratégies capitalistes : partout où la main-d'œuvre est trop chère, indocile ou combative, l'intérêt des entrepreneurs est de délocaliser la production ou de l'automatiser en remplaçant les travailleurs par des machines.

Certes, ces machines supposent d'investir de plus gros capitaux (elles renforcent donc le pouvoir du capital face au travail), mais elles permettent de faire plus de profit et, surtout, de se mettre à l'abri de la contestation sociale. Selon un historien spécialiste du progrès technologique, l'automatisation des machines-outils dans les années 1970 (période de forte contestation) visait moins à augmenter la productivité qu'à court-circuiter les ouvriers qualifiés et potentiellement rebelles, afin que la direction puisse mieux contrôler la production [24].

Une fois saisi ce principe du soi-disant « progrès » capitaliste, on comprend que le chômage de masse dont nous souffrons aujourd'hui, loin d'être un phénomène « naturel », est le produit artificiel de politiques rendant possibles les délocalisations (c'est la politique néolibérale de mondialisation depuis les années 1980) et l'automatisation de la production

[24]Voir David Noble, *Le progrès sans le peuple*, éd. Agone, 2016.

(c'est la politique d'innovation technologique, plus vieille encore). Il ne faut pas se laisser berner par les promesses des promoteurs de l'IA : loin de créer des emplois, elle servira surtout à en détruire, comme les vagues précédentes d'innovations scienti-fric. Pour un emploi d'ingénieur créé dans la start-up Nation de Macron, elle en détruira 10 ou 1000 dans les classes moyennes et inférieures. Selon certaines analyses, c'est 50% des emplois, voire plus, qui seraient menacés à terme par l'IA !

Intelligence artificielle, Big data *et* Big Brother

Une telle casse sociale, on l'imagine, suscitera une révolte encore plus forte que celle des Gilets Jaunes. Il faudra donc, en parallèle, *accroître la surveillance et la répression de la population*. C'est déjà *en marche*, mais l'IA sera aussi utile à cette fin. Car dans cette expression, « l'intelligence » doit être prise au sens anglais du terme (espionnage et renseignement, comme avec la CIA : *Central Intelligence Agency*). Comme l'explique Villani dans son rapport, l'IA ne pourra être efficace qu'à condition de disposer d'un maximum de données. Il y préconise donc de lever tous les freins à leur collecte, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le *Big data*. Le lien entre IA, *Big data* et flicage ressort clairement quand on regarde qui investit là-dedans : les GAFA (notamment Facebook et Apple), ces multinationales du numérique qui se remplissent les poches en vendant nos données personnelles aux publicitaires et autres officines de manipulation de l'opinion ; l'armée américaine, qui y a investi 18 milliards en 3 ans pour réaliser des avions sans pilote ; les services de police américains, pour prévoir où et quand des délits pourraient être commis, ou mesurer les chances de récidives...

Pour collecter toutes ces données, il va falloir des capteurs et des antennes partout. La « voiture autonome » suppose la 5G, c'est-à-dire des antennes tous les 100 mètres en ville et plus de 20 000 satellites. De même, Enedis transforme nos compteurs électriques en « capteurs connectés », dits Linky.

Ils lui permettront d'automatiser le relevé des compteurs et les coupes de courant pour les pauvres, mais aussi de collecter une foule d'informations sur notre vie privée, via les équipements électriques dont nous disposons. Pour exploiter ces milliards de données, il lui faudra de l'IA sous forme d'algorithmes explorant ces données afin d'en extraire celles qui pourront être revendues. Intrinsèquement liée au Big Data, l'IA sera forcément liberticide.

L'intelligence artificielle en marche pour foncer droit dans le mur

L'IA sert à automatiser et surveiller, mais ce n'est pas tout : *tous les dispositifs ayant recours à l'IA aggraveront aussi le désastre écologique*. Car ils supposent une augmentation infinie de la production de matériel informatique: ordinateurs, antennes 5G, *data center*, etc. Tout cela implique une croissance abyssale de la consommation d'énergie et de métaux, donc de la production minière, base de l'économie numérique comme de toute industrie. De ce point de vue, venir parler d'IA dans une École des Mines est on ne peut plus significatif. Car l'industrie minière est la plus polluante du monde, tant par ses émissions de CO_2 que par les catastrophes irréversibles qu'elle entraine régulièrement (pensons aux barrages de déchets qui cèdent). Loin d'être « immatérielle », l'économie numérique est aussi très polluante car les appareils qu'elle produit et que nous jetons de plus en plus vite sont impossibles à recycler tant ils sont miniaturisés. Bref, elle est un facteur de plus dans la fuite en avant vers le désastre écologique, qui s'accélère de jour en jour.

Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus. Depuis plus de cinquante ans, des millions de gens tirent la sonnette d'alarme. Ils rappellent un principe simple : *une croissance illimitée est impossible sur une planète aux ressources limitées*. Ce principe qu'un enfant peut saisir, Macron, Villani et les entrepreneurs d'Ecoter ne l'ont pas compris. Ou plutôt, ils s'assoient dessus, emprisonnés dans leurs raisonnements économiques à court

terme et aveuglés par les colonnes de chiffres auxquelles la réalité se résume selon eux. A moins qu'ils n'espèrent avoir assez de fric pour se mettre à l'abri des pires effets de la catastrophe – ce qui est malin, à défaut d'être intelligent.

Avec des classes dirigeantes aussi méchamment stupides et myopes, on pourrait se réjouir du développement de l'IA, en imaginant qu'elle pourrait pallier leur déficit mental. Mais ce serait se mettre le doigt dans l'œil. Car l'intelligence artificielle, ce n'est qu'une aveugle capacité de calcul. Comme le rappelle le créateur du programme de dialogue automatique ELIZA, dont on équipe actuellement des robots pour tenir compagnie aux personnes âgées esseulées (autre « progrès social » que promet l'IA), *son programme ne comprend rien, il ne fait que calculer* les chances que telle réponse programmée corresponde plus que telle autre à telles informations perçues (ce qu'exprime la personne). Or, l'intelligence dont nous avons besoin est celle qui permet de *voir la réalité en face et les limites qui la caractérisent, et de savoir s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard.*

Face à la crise sociale et écologique, nul besoin d'intelligence artificielle, mais d'intelligence humaine. Non à la *start-up nation !*

Des gilets jaunes du Tarn
et des membres du collectif Écran Total
contre l'informatisation et la gestion.

— • —

Brochure du collectif Écran total n°0

Bienvenue dans l'enfer du *social ranking*

Quand votre vie dépend de la façon dont l'État et les banques vous notent

36 pages au format A5, prix libre.

Table des matières

Mise en page : Tranbert, octobre 2019

Linky, c'est un compteur d'électricité dit « intelligent », installé d'abord à titre expérimental à Lyon et dans la région de Tours en 2009, et dont la généralisation a été actée par la loi « *relative à la transition énergétique pour la croissance verte* » du 17 août 2015. Un beau mensonge quand on sait qu'il faut jeter les 35 millions anciens compteurs qui sont pourtant plus solides et moins gourmands en énergie que les compteurs communicants…

Linky va exploser une frontière. Avec cet outil, c'est l'État et le monde marchand qui pénètrent dans notre domicile. Cette intrusion administrative au cœur de notre espace d'intimité va accroître le contrôle sur nos vies et servira un pouvoir centralisé très orwellien de gestion et d'administration des flux d'énergie.

Dans le même temps, chacun de nos faits et gestes seront tracés et marchandisés à notre insu, sous la forme de données.

Brochure du collectif Écran total n°1

Prix Libre